

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1923.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs
et établissant un impôt sur les allumettes.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'impérieux besoin d'accroître les revenus budgétaires met le Gouvernement dans l'obligation de rechercher un supplément de ressources, notamment en matière d'accise et corrélativement, de douane.

Les mesures proposées ci-après touchent au régime des sucres, des glucoses, des tabacs et des allumettes.

I. — Sucres et glucoses (art. 1 à 4 du projet).

Le droit d'accise sur les sucres fabriqués dans le pays est fixé par la loi du 21 août 1903, comme il suit :

20 francs par 100 kilogrammes pour les sucres bruts ou raffinés;
10 francs pour les sirops de raffinage.

A l'époque où ce régime fut établi, — et la situation resta telle jusqu'en 1913, — les recettes sur les sucres et les glucoses correspondaient à environ 18 % du total des recettes d'accises et à 7 % du total des recettes d'impôt.

De loin, il n'en est plus de même aujourd'hui : les rapports respectifs ci-dessus sont tombés à 11 % et à 2 %, nonobstant que les frais de perception et, en général, les charges du budget aient augmenté dans des proportions notables.

Il semble donc rationnel d'envisager de ce côté une revision.

Le projet de loi, que le Gouvernement a l'honneur de soumettre au Parlement, réalise une péréquation fort modérée du droit; celui-ci serait simplement doublé, c'est-à-dire porté de 20 francs à 40 francs les 100 kilogrammes, soit une augmentation de 20 centimes au kilogramme.

A signaler que le taux du droit ainsi majoré restera encore de beaucoup inférieur à celui appliqué chez nos voisins. Au reste, le prix de nos sucres de consommation est l'un des plus bas pratiqué en Europe.

Notons aussi que l'exemption de droits prévue par la loi de 1903 pour le sucre utilisé à la fabrication des confitures, des conserves de légumes, des biscuits, du lait condensé et de la farine lactée, serait maintenue, en sorte que tous ces produits, qui jouissent de beaucoup de vogue en Belgique, ne se trouveraient aucunement touchés.

L'augmentation de l'accise sur les sucres entraîne un relèvement correspondant de l'accise sur les glucoses. Il convient, en effet, de maintenir l'harmonie de l'imposition pour les *sucres saccharoses* (sucres cristallisables) et pour les *glucoses* (sucres de fécules ou sucres non cristallisables).

Les mesures proposées en ce qui concerne l'accise comporte une mise au point du régime afférent aux *sucres étrangers*.

En ce qui concerne le droit proprement dit, le taux est le même en douane comme en accise; toutefois les sucres étrangers sont assujettis en outre à une surcharge qui, sous l'empire de la loi précitée du 21 août 1903, avait été fixée à fr. 5.50 les 100 kilogrammes, mais était devenue 20 francs les 100 kilogrammes par le jeu du coefficient établi par l'arrêté royal du 14 novembre 1921, modifié par celui du 28 juillet 1922 en ce qui concerne les sucres cristallisés et granulés.

En raison des fluctuations dans le marché mondial des sucres et des réactions économiques qui peuvent en résulter, il importe que le Gouvernement conserve, comme jadis, la faculté de déterminer le montant de la surcharge, mais sans que le taux en puisse dépasser 20 francs les 100 kilogrammes.

Les relèvements de droits proposés seraient susceptibles de procurer au Trésor les rendements supplémentaires suivants :

Sucres	fr. 25,000,000
Glucoses	1,300,000
Ensemble . . . fr.	<u>26,300,000</u>

Afin de ne pas compromettre la perception des sommes ainsi escomptées, il a paru nécessaire de prévoir le renforcement des pénalités encourues en cas d'infraction à l'interdiction d'emploi de la *saccharine* et de ses similaires.

La pénurie momentanée de sucre et diverses particularités inhérentes à la conservation de certaines bières ont pu motiver dans le passé quelques tolérances. Aujourd'hui ces raisons n'existent plus et, partant, il importe d'en revenir à l'application rigoureuse de la loi.

Mais la loi même ne prévoit pas des sanctions suffisantes pour dissuader certains industriels de s'adonner à des pratiques illicites. C'est pourquoi il a été prévu, dans le projet, un renforcement des pénalités en cas de contravention.

Enfin, l'article 3 du projet consacre la suppression du *droit spécial* d'accise établi, par l'article 4 de la loi du 3 août 1919, sur les sucres, les glucoses et le sucre interverti destinés à la fabrication de la bière.

Ce droit spécial, dont le rendement est peu important, a été établi lors de l'augmentation du droit d'accise sur la fabrication des bières (loi précitée du 3 août 1919, article 2), aux seules fins d'empêcher que les sucres, les glucoses, etc., ne se substituent en quantités excessives au malt et ne compromettent de la sorte le rendement de l'impôt sur les bières. Or, du moment où les droits sur les sucres et les glucoses sont majorés, le danger signalé n'est plus à redouter.

La suppression du droit spécial serait accueillie avec grande faveur par les industriels qui n'ont cessé de se plaindre des sujétions résultant pour eux des formalités qu'il a fallu prescrire pour assurer la perception effective du droit.

II. — Tabacs (art. 4 du projet).

a) *Tabacs non fabriqués.*

Le tableau ci-après indique le montant des droits d'entrée dont étaient passibles les *tabacs non fabriqués* sous le régime de la loi du 17 avril 1896, et ceux exigibles sous le régime actuel, fixé par la loi du 20 octobre 1919 :

	Loi du 17 avril 1896.	Loi du 20 octobre 1919.
Tabacs non fabriqués :		
Écotés.	fr. 75 ⁽¹⁾ par 100 kilogrammes.	fr. 120 ⁽²⁾ .
Autres.	55 ⁽¹⁾ id.	60 ⁽²⁾ .
	⁽¹⁾ Outre un droit d'accise de 15 francs par 100 kilogr. (*).	⁽²⁾ Outre un droit d'accise de 80 francs par 100 kilogr.

Alors que le droit d'accise, qui frappe aussi la culture indigène du tabac, a été relevé de fr. 15.80 par 100 kilogrammes le droit d'entrée sur les tabacs non fabriqués autres que les écôtés est resté pour ainsi dire stationnaire, et celui sur les tabacs écôtés n'a même pas été doublé.

La valeur du tabac ayant progressé dans de fortes proportions, un correctif s'impose. Encore la majoration prévue par le nouveau tarif est-elle raisonnable, vu la nature de la marchandise.

Par ailleurs, le relèvement proposé exercera une influence heureuse sur la culture indigène du tabac, laquelle a rétrogradé considérablement au cours des trois dernières années.

C'est que la protection douanière de 60 francs dont bénéficient les tabacs indigènes se ressent beaucoup de l'inflation monétaire, alors que, sous le régime précédent, elle n'était pas inférieure à 55 francs, valeur pleine.

La culture nationale du tabac est donc compromise, ce qui alarme une partie très intéressante de notre population agricole, notamment celle qui occupe les régions dévastées où se trouvent d'importants centres de production.

(*) Le droit d'accise n'est pas incorporé dans le montant du droit d'entrée pour permettre aux importateurs de bénéficier d'un crédit de six mois pour le paiement de l'accise.

b) *Tabacs fabriqués.*

Afin de maintenir l'harmonie d'imposition des articles manufacturés vis-à-vis des produits bruts, la majoration du taux du droit sur les tabacs non fabriqués appelle une revision du barème applicable aux *tabacs fabriqués*.

Cependant comme le droit sur les cigares, cigarillos et cigarettes est déjà très élevé comparativement à celui afférent aux autres tabacs fabriqués, il a paru que le taux existant pouvait être conservé tel quel.

Par contre, le taux du droit sur les tabacs à fumer, à mâcher et à priser serait porté de 250 à 400 francs par 100 kilogrammes.

Enfin, le taux du droit sur les jus (extraits) ou sauces de tabac (prais), lequel est présentement de 250 francs par 100 kilogrammes, serait ramené à 240 francs, ce qui correspond au taux le plus élevé dont sont passibles les tabacs non fabriqués, avec lesquels les jus ou sauces ont encore une certaine affinité.

III. — **Allumettes** (art. 5 et 6 du projet).

La quantité d'allumettes consommée dans le pays, déterminée d'après les données recueillies pour l'année 1921, s'établit approximativement comme il suit :

Quantité fabriquée.	850,000,000	boîtes de 50 tiges.
Quantité importée.	260,900	id.
	850,260,900	id.
Quantité exportée	483,000,000	id.
Reste pour la consommation. . .	367,260,900	id.
Soit en chiffres ronds	370,000,000	id.

Dans maints pays existe un impôt de consommation sur les allumettes.

On sait que la France a instauré le régime du monopole d'État.

En 1908, l'Allemagne a créé le « Zundholsteuer » avec un taux correspondant à 30 centimes par 1,000 tiges.

La Grande-Bretagne a établi un impôt similaire en 1916; le taux actuel est de 5 shillings par 10,000 tiges.

Le Gouvernement est d'avis, qu'à l'exemple de nos voisins, une contribution analogue pourrait être levée en Belgique.

L'impôt serait modéré : 50 centimes par 1,000 tiges, ce qui correspond à 2 1/2 centimes pour les boîtes de 50 tiges, lesquelles sont, généralement, employées dans le pays.

Le rendement de cet impôt peut être évalué à 7,000,000 de francs.

Son application serait relativement aisée, attendu que la fabrication des allumettes, en Belgique, se concentre dans une douzaine de fabriques. Les frais de perception ne dépasseraient guère, d'après les prévisions, 200,000 francs, ce qui laisserait un produit net de 6,800,000 de francs.

Pour éviter que la perception de cet impôt ne soit énervée par l'emploi de briquets ou de petits appareils d'allumage au silex, au naphte, à l'amadou ou au ferro-cerium, le projet prévoit également une taxe spéciale de consommation sur ces objets, soit 5 francs à la pièce.

Enfin, l'application d'un droit intérieur de fabrication sur les allumettes entraînerait naturellement la revision des droits de douane sur les produits importés : ces droits seraient fixés, pour les allumettes en cire, en stéarine et similaires, à 500 francs les 100 kilogrammes, et pour les allumettes autres, à 250 francs les 100 kilogrammes, ces taux remplaçant les droits actuels de 100 francs et de 27 francs. On a vu plus haut que les importations d'allumettes sont très minimes.

*
* *

Au total, les recettes supplémentaires s'établiraient comme ci-après :

1° Sucres et glucoses	fr.	26,300,000
2° Tabac.		10,000,000
3° Allumettes		6,800,000
TOTAL. . fr.		<u>43,100,000</u>

*
* *

L'article 7 du projet contient des dispositions transitoires ayant pour but de soumettre à un droit supplémentaire égal à la différence entre le nouveau et l'ancien taux du droit d'entrée, les *tabacs étrangers* qui, bien qu'antérieurement dédouanés, n'ont pas encore été mise en œuvre.

Il s'entend que ne seraient pas assujettis au rappel ni les tabacs fabriqués, ni ceux en cours de fabrication.

La mesure se recommande dans un double souci de moralité et d'équité. D'une part, le rappel est de nature à rendre vaines des manœuvres auxquelles d'aucuns se sont livrés en important de fortes quantités de tabac, ce en prévision de la majoration des droits et avec le calcul d'en demeurer affranchis. D'autre part, il ne serait pas juste que les négociants et les fabricants modestes, lesquels ne disposent ni de magasins spacieux ni de capitaux considérables pour amonceler chez eux des tabacs en libre pratique, fussent écrasés par la concurrence privilégiée de ceux qui, plus puissants, auraient fait d'amples approvisionnements et seraient seuls à bénéficier d'une valorisation énorme des stocks.

*
* *

Le Gouvernement a la confiance, qu'étant données les charges considérables auxquelles il échet de faire face, les Chambres voudront bien réserver un accueil favorable aux propositions qui précèdent.

Pour empêcher des spéculations, les dispositions des articles 1 à 4 et 7 du projet ont été mises en vigueur à partir du 1^{er} février 1923, sous réserve d'approbation par la Législature.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

(6)

(4)
(N^o 139)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 FEBRUARI 1923.

Ontwerp van wet tot wijziging van het fiscaal regime op de suiker,
de druivensuiker, de tabak en tot vestiging eener belasting op de lucifers.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De dringende noodwendigheid 's Lands middelen te doen aangroeien, noopt de Regeering er toe bijkomende inkomsten te zoeken namelijk in zake accijnzen en, in verband daarmee, in zake douanen.

De hierna voorgestelde maatregelen betreffen het regime van de suiker, de druivensuiker, de tabak en de lucifers.

1. — Suiker en druivensuiker (art. 1 tot 4 van het ontwerp).

Het accijnsrecht op de in het land vervaardigde suiker wordt bij de wet van 21 Augustus 1903 vastgesteld als volgt :

20 frank per 100 kilogram voor de ruwe en geraffineerde suiker;
10 frank voor de raffinagestropen.

Ten tijde van de vestiging van dit regime, en tot in 1913, bleef de toestand ongewijzigd, stemden de ontvangsten op de suiker en op de druivensuiker ongeveer overeen met 18 % der gezamenlijke ontvangsten in zake accijnzen en met 8 % der belastingontvangsten.

Thans is zulks op ver na niet meer het geval. Voormelde onderscheidenlijke verhoudingen zijn tot 14 % en 2 % geslonken, niettegenstaande dat de inningskosten en, over 't algemeen, de lasten der begroting in ruime mate toegenomen zijn.

Eene herziening langs genen kant ligt dus voor de hand :

Het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft aan het Parlement te onderwerpen, verwezenlijkt eene zeer gematigde verdeling van het recht; dit wordt eenvoudig verdubbeld, dat wil zeggen van 20 frank tot 40 frank de 100 kilogram opgevoerd hetzij eene verhooging van 20 centiem het kilogram.

Op te merken valt dat het aldus verhoogd bedrag van het recht nog merkbaar beneden datgene blijft, dat door onze burens toegepast wordt. Overigens, is de prijs van onze verbruiksuiker een der laagste van de in Europa geldende prijzen.

Wijzen wij er eveneens op dat de vrijstelling van rechten voorzien bij de wet van 1903 voor de suiker gebezigd bij de vervaardiging van confitures, van ingelegde groenten, van biscuits, van verdichte melk en van melkpoeder, zou gehandhaafd blijven zoodat al deze producten, welke in België zeer gewaardeerd worden, geenszins zouden getroffen zijn.

De verhooging van den accijns op de suiker heeft eene overeenstemmende opvoering van den accijns op de druivensuiker ten gevolge. Het past inderdaad, de verhouding in den aanslag voor de saccharosesuiker (crystalliseerbare suiker) en voor de druivensuiker (zetmeelsuiker of niet crystalliseerbare suiker) te handhaven.

De voorgestelde maatregelen betreffende den accijns vergen eene aanpassing van het regime in verband met de buitenlandsche suiker.

Wat het eigenlijk gezegd recht aangaat, is het bedrag hetzelfde voor de douane als voor den accijns; nochtans is de buitenlandsche suiker aan eene bijtaxe onderworpen, welke onder de heerschappij van voormelde wet van 24 Augustus 1903, op fr. 5.50 de 100 kilogrammen vastgesteld werd, naar die tot 20 franken de 100 kilogrammen geklommen was ten gevolge van de speling van het coëfficiënt gevestigd bij Koninklijk besluit van 14 November 1924, gewijzigd bij dat van 28 Juli 1922 wat de gecrystalliseerde en de gekorrelde suiker aangaat.

Uit hoofde van de schommelingen op de wereldmarkt van de suiker en van de economische terugwerkingen welke daarnit kunnen voortvloeien, komt het er op aan dat de Regeering, zooals voorheen, de bevoegdheid behoude het bedrag der bijtaxe te bepalen, maar zonder dat haar bedrag 20 frank moge overtreffen.

De voorgestelde verhoogingen van rechten zouden aan de schatkist de volgende bijkomende opbrengsten kunnen bezorgen :

Suiker	fr.	25,000,000	»
Druivensuiker		1,300,000	»
SAMEN.		fr.	26,300,000

Om de inning der aldus verhoopte sommen niet in gevaar te brengen, bleek het noodig de verzwareing der straffen te voorzien, beloopt in geval van inbreuk op het verbod van gebruik der *saccharine* en daarmee verwante producten.

De tijdelijke schaarschte van suiker en verschillende bijzonderheden, eigen aan de bewaring van sommige bieren, hebben vroeger eenige toegeevendheden kunnen wettigen. Thans bestaan deze redenen niet meer, en, dienvolgens, komt het er op aan tot eene strenge toepassing der wet terug te komen.

Maar de wet zelf voorziet geene voldoende sancties om sommige nijveraars aan gebruikmaking van ongeoorloofde practijken te doen verzaken. Daarom werd in het ontwerp eene verzwareing der straffen ingeval van overtreding voorzien.

Ten slotte huldigt artikel 3 van het ontwerp de afschaffing van het *bijzonder*

accijnsrecht bij artikel 4 der wet van 3 Augustus 1919 gevestigd op de suiker, de druivensuiker en de invertsuiker, bestemd tot het vervaardigen van bier.

Dit bijzonder recht, waarvan de opbrengst weinig belangrijk is, werd gevestigd ten tijde der verhooging van het accijnsrecht op de vervaardiging van bier (voormelde wet van 3 Augustus 1919, art. 2), met het enkel doel te beletten dat suiker, druivensuiker, enz., in overdreven hoeveelheden zouden in de plaats treden van mout en aldus de opbrengst van de belasting op het bier in gevaar brengen. Maar zoodra de rechten op de suiker en op de druivensuiker verhoogd zijn, valt dit gevaar niet meer te vreezen.

De afschaffing van het bijzonder recht zal met welgevallen onthaald worden door de nijveraars die niet opgehouden hebben te klagen over den dwang, welke voor hen voortspruit uit de formaliteiten, welke tot de daadwerkelijke inning van het recht moesten voorgeschreven worden.

II. — Tabak (art. 4 van het ontwerp).

a) *Onbewerkte tabak.*

Navolgende tabel duidt het bedrag aan der invoerrechten, waaraan de *onbewerkte tabak* onderworpen was onder het regime der wet van 17 April 1896, en deze, verschuldigd onder het huidige regime, bij de wet van 20 October 1919 vastgesteld :

	Wet van 17 April 1896.	Wet van 20 October 1919.
Onbewerkte tabak :		
Ontribde	fr. 75 ⁽¹⁾ de 100 kilogram.	Fr. 120 ⁽²⁾ .
Andere	55 ⁽¹⁾ id.	60 ⁽²⁾ .
	⁽¹⁾ Benevens een accijnsrecht van 15 frank de 100 kilg (*).	⁽²⁾ Benevens een accijnsrecht van 80 frank de 100 kilg

Terwijl het accijnsrecht, dat ook de inlandsche tabaksteelt treft, van 15 tot 80 frank de 100 kgr. verhoogd werd, bleef het invoerrecht op de andere dan de ontribde onbewerkte tabak om zoo te zeggen stationair, en werd dat op de ontribde tabak niet eens verdubbeld.

Daar de waarde der tabak aanzienlijk steeg, is eene correctuur noodig.

Toch is de bij het nieuw tarief voorziene verhooging billijk, gezien den aard der waar.

Anderzijds zal de voorgestelde verhooging eenen gunstigen invloed uitoefenen op de inlandsche tabaksteelt, welke in den loop der laatste drie jaren aanzienlijk achteruit gegaan is.

Want de tolbescherming van 60 frank, welke de inlandsche tabak geniet,

(*) Het accijnsrecht werd niet in het bedrag van het invoerrecht ingelijfd om den invoerders toe te laten voor de betaling van den accijns een credit van zes maanden te genieten.

ondergaat den invloed van de muntinflatie, terwijl zij onder het vorig regime niet minder bedroeg dan 55 frank, volle waarde.

De nationale tabaksteelt wordt dus bedreigd, wat een hoogst belangwekkend deel onzer landbouwbevolking verontrust, dat deel dat de verwoeste streken bewoont, waar belangrijke voortbrengstcentra zijn.

b) *Bewerkte tabak.*

Om de overeenstemming te behouden in de belasting der bewerkte artikelen tegenover de ruwe producten, vergt de verhooging van het recht op de onbewerkte tabak eene herziening van den op de *bewerkte tabak* toepasselijken rooster.

Daar nochtans het recht op de sigaren, cigarillo's en sigaretten, vergeleken met dat op de andere bewerkte tabak, reeds zeer hoog is, was men van meening dat het bestaande bedrag ongewijzigd kon gehandhaafd blijven.

Daarentegen zou het recht op de rook-, pruim- en snuiftabak van 250 frank op 400 frank de 100 kilogram gebracht worden.

Ten slotte zou het bedrag van het recht op de tabakssappen (extracten) of-sausen, dat thans 250 frank de 100 kilogrammen bedraagt, tot 240 frank herleid worden, wat overeenkomt met het hoogste recht op de onbewerkte tabak, waarmede de sappen en sausen nog een zekere verwantschap hebben.

III. — **Lucifers** (art. 5 en 6 van het ontwerp).

De binnen het Rijk verbruikte hoeveelheid lucifers, bepaald volgens de over het jaar 1921 ingezamelde gegevens wordt bij benadering als volgt vastgesteld :

Vervaardigde hoeveelheid	fr. 850,000,000	doosjes van 50 stuks.
Ingevoerde hoeveelheid	260,900	id.
	850,260,900	
Uitgevoerde hoeveelheid	483,000,000	id.
Blijft over voor het verbruik	367,260,900	id.
't Zij in rond getal	370,000,000	id.

In verschillende landen bestaat eene verbruiksbelasting op de lucifers.

Men weet dat Frankrijk het regime van het Staatsmonopolium ingevoerd heeft.

In 1908, heeft Duitschland den « Zundholzsteuer » in 't leven geroepen met een bedrag dat met 30 centiem de 1000 stuks overeenstemt.

Groot-Brittanie heeft in 1916 eene soortgelijke belasting ingesteld; het huidige bedrag beloopt 5 schilling de 10,000 stuks.

De Regeering is de meening toegedaan dat, naar het voorbeeld onzer geburen, eene gelijkaardige belasting in België zou kunnen geheven worden.

De belasting zou gematigd zijn : 50 centiem per 1000 stuks, wat voor de doosjes van 50 stuks met 2½ centiem overeenstemt; deze doosjes worden doorgaans in het land gebruikt.

De opbrengst van deze belasting kan op 7,000,000 frank geraamd worden.

Hare toepassing zou betrekkelijk gemakkelijk zijn, aangezien de vervaardiging van lucifers, zich in een twaalfstal fabrieken concentreert. De inningskosten zouden, volgens de vooruitzichten, niet eenmaal meer dan 200,000 frank beloo-
pen, wat eene zuivere opbrengst van 6,800,000 frank zou overlaten.

Om te beletten dat de inning dezer belasting ontzenuwd worde door het aanwenden van vuurslagen of van kleine aansteektoestellen met vuursteen, met naphtha, met tondel of met ferrocérium, voorziet het ontwerp insgelijks eene bijzondere verbruikstaxe op deze voorwerpen, zegge 5 frank per stuk.

Ten slotte, zou de toepassing van een binnenlandsch recht op de vervaardiging van lucifers natuurlijkerwijze de herziening der tolrechten op de ingevoerde producten medebrengen : deze rechten zouden bepaald worden voor de lucifers van was, van stearine en gelijksoortige op 500 frank de 100 kilogram en voor de andere lucifers op 250 frank de 100 kilogram; deze bedragen ter vervan-
ging der huidige rechten van 100 frank en van 27 frank. Hooger heeft men gezien dat de invoer van lucifers zeer gering is.

* . *

In 't geheel genomen zouden de aanvullende ontvangsten als volgt beloo-
pen :

1° Suiker en druivensuiker	fr.	26,300,000	»
2° Tabak.		10,000,000	»
3° Lucifers		6,800,000	»
TOTAAL.	fr.	43,100,000	»

Artikel 7 van het ontwerp bevat overgangsbepalingen, welke ten doel hebben de *buitenlandsche* tabak, die hoewel vroeger ingeklaard, nog niet in werk gesteld werd, te onderwerpen aan een bijrecht gelijk aan het verschil tusschen het nieuw en het oud bedrag van het invoerrecht.

Wel is verstaan dat, noch de reeds gefabriceerde, noch de in loop van vervaardiging zijnde tabak onder toepassing der invordering zou vallen,

Deze maatregel verdient aanbeveling, zoowel zedelijkheids- als billijkheids-
halve. Eenerzijds is de navordering van aard de practijken te verijdelen welke sommigen aangewend hebben voor groote hoeveelheden tabak in te voeren, zulks in het vooruitzicht van de verhooging der rechten en in de hoop daarvan ontslagen te blijven. Anderzijds ware het niet rechtvaardig dat de kleine handelaars en fabrikanten die noch over ruime magazijnen, noch over aanzienlijke kapitalen beschikken om ten hundert tabak in vrijen handel op te stapelen, zich

verpletterd zagen door de bevoorrechte mededinging van hen, die machtiger zijden, ruime voorraden zouden ingedaan hebben en alleen zouden zijn om van de geweldige waardevermeerdering der voorraden te genieten.

* * *

De Regeering durft vertrouwen dat, op grond der aanzienlijke lasten waaraan zij 't hoofd te bieden heeft, de Kamers een gunstig onthaal zullen voorbehouden aan voorgaande voorstellen.

Om speculaties te vermijden, werden de bepalingen der artikelen 1 tot 4 en 7 van het ontwerp, met ingang van 1 Februari 1923 in werking gesteld, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgeving.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

ANNEXE AU N° 139.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Sucres et glucoses.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 1^{er}, 2, 7, 94 et 95 de la loi du 21 août 1903 sont modifiés comme ci-après :

« ART 1^{er}. — Les droits d'entrée sur les jus, sucres, sirops et mélasses sont fixés ainsi qu'il suit :

	Par 100 kil.
JUS ET SUCRES BRUTS DE BETTERAVES ET DE CANNE . . . fr.	40 »
SUCRES RAFFINÉS (a).	40 »

a) Sous cette dénomination on com-

BIJLAGE VAN N° 139.

Ontwerp van wet tot wijziging van het fiscaal regime op de suiker, de druivensuiker, de tabak en tot vestiging eener belasting op de lucifers.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal in Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, aan de Wetgevende Kamers voorleggen :

Suiker en druivensuiker.

EERSTE ARTIKEL.

Artikelen 1, 2, 7, 94 en 95 der wet van 21 Augustus 1903 worden gewijzigd als volgt :

ART. 1. — De invoerrechten op sap, suiker, stropen en melasse worden vastgesteld als volgt :

	Per 100 kil.
SAP EN RUWE SUIKER VAN BEETWORTELS EN RIET fr.	40 »
GERAFFINEERDE SUIKER (a)	40 »

a) Onder die benaming wordt ver-

prend les sucres raffinés candis, les sucres raffinés en pains, en morceaux et en poudre, les sucres raffinés dits vergoises, cassonnades ou bâtardes, les sucres dits poudres blanches de fabrique, les mélados, les sirôps de toute espèce autres que ceux provenant du raffinage du sucre, et les autres produits assimilés aux sucres raffinés par le tarif des douanes.

Sirôps et mélasses provenant du raffinage
ou de la fabrication du sucre :

D'une richesse saccharine totale n'excédant pas 50 %. . . . fr. 20 »

D'une richesse saccharine totale supérieure à 50 %. . . . 30 »

« ART. 2. — Indépendamment des droits établis par l'article premier, il peut être perçu sur les sucres importés de l'étranger une surtaxe dont le taux sera fixé par le Gouvernement, sans pouvoir excéder 20 francs par 100 kilogrammes. »

« ART. 7. — Le droit d'accise sur les sucres fabriqués dans le pays et destinés à la consommation intérieure est établi sur le poids net et fixé ainsi qu'il suit :

» a) Sucres bruts ou raffinés de toute espèce provenant de la canne ou de la betterave, soit directement, soit par transformation de produits intermédiaires : 40 francs les 100 kilogrammes ;

» b) Sirôps de raffinage : 20 francs les 100 kilogrammes. »

« ART. 94, § 1^{er}. — Sont punis d'une peine d'emprisonnement de quatre mois au moins et d'un an au plus, indépendamment d'une amende de 5,000 à

staan de geraffineerde kandisuiker, de geraffineerde suiker in brooden, in stukken en in poeder, de geraffineerde zoogenaamde keukensuiker, cassonade of basterdsuiker, de suiker genaamd witte fabriekspoeder, de melado's, de stropen van allen aard andere dan die voortkomende van de raffineering van suiker, en de andere producten die, door het toltarief, met de geraffineerde suiker gelijkgesteld zijn.

Stropen en melasse voortkomende van de raffineering
of van de vervaardiging van suiker.

Met een totaal suikergehalte dat 50 t. h. niet te bovengaat . fr. 20 »

Met een totaal suikergehalte dat 50 t. h. te bovengaat . . . 30 »

« ART. 2. — Buiten de rechten vastgesteld bij artikel 1, kan op de uit den vreemde ingevoerde suiker eene bijtaxe worden geheven waarvan het bedrag door de Regeering zal worden vastgesteld, zonder dat dit 20 frank per 100 kilogram mag overtreffen. »

« ART. 7. — Het accijsrecht op suiker in het land vervaardigd en tot binnenlandsch verbruik bestemd, wordt gesteld volgens het zuiver gewicht en bepaald als volgt :

» a) Ruwe of geraffineerde suiker van alle soort voortkomende van het riet of van den beetwortel, hetzij rechtstreeks, of bij omzetting van tussenproducten : 40 frank de 100 kilogram.

» b) Raffinagestropen : 20 frank de 100 kilogram. »

« ART. 94, § 1. — Worden gestraft met ten minste vier maanden en ten hoogste één jaar gevangenis, onverminderd eene boete van 5,000 tot

25,000 francs, l'importation, la fabrication, le transport, la détention et la vente de la saccharine et de ses similaires, ainsi que la fabrication dans le pays et l'importation des produits renfermant de la saccharine ou des substances similaires. »

« § 2. Sont punis d'un emprisonnement de 8 jours à deux mois et d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, ceux qui ont transporté, détenu ou vendu des produits renfermant de la saccharine ou des substances similaires.

» § 3. Indépendamment des peines édictées par les §§ 1^{er} et 2, la fermeture de toute usine, de tout magasin, débit ou dépôt où la contravention a été constatée est judiciairement prononcée pour une période ininterrompue de 1 à 3 mois, alors même que l'usine, le magasin ou le débit passerait en d'autres mains ou serait exploité sous une autre dénomination sociale. »

» § 4. En cas de récidive, les peines prévues aux §§ 1 à 3 sont portées au double.

» Le tribunal peut en outre ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désigne et son insertion, en entier ou par extrait, dans les journaux qu'il indique, le tout aux frais du condamné.

§ 5. Les produits visés au présent article sont saisis et confisqués.

» § 6. Les contraventions aux mesures prises par le Ministre des Finances en exécution des prescriptions de l'article 93, § 4, sont punies d'une amende de 500 francs.

25,000 frank, het invoeren, vervaardigen, vervoeren, voorhanden hebben en verkoopen van saccharine en daarmee verwante producten, alsmede het vervaardigen binnen het Rijk en het invoeren van producten welke saccharine endaarmede verwante zelfstandigheden bevatten. »

« § 2. — Worden gestraft met acht dagen tot twee maanden gevangenis en met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank, zij die producten, bevattende saccharine of daarmee verwante zelfstandigheden, vervoerd, voorhanden gehad of verkocht hebben,

» § 3. — Onverminderd de straffen uitgevaardigd bij §§ 1 en 2, wordt het sluiten van alle fabriek, magazijn, slijterij of opslagplaats waar de overtreding werd vastgesteld, gerechtelijk uitgesproken voor een onafgebroken tijdperk van één tot drie maanden, zelfs wanneer de fabriek, het magazijn of de slijterij in andere handen mochten overgaan of onder eene andere maatschappelijke benaming geëxploiteerd worden. »

« § 4. In geval van herhaling worden de bij de §§ 1 tot 3 voorziene straffen op het dubbel gebracht.

» Door de rechtbank kan daarenboven aanplakking van het vonnis in de door haar aan te duiden plaatsen en inlassching in zijn geheel of bij uittreksel, in de door haar aan te wijzen dagbladen bevolen worden, een en ander op kosten van den veroordeelde.

» § 5. De in dit artikel bedoelde producten worden in beslag genomen en verbeurd verklaard.

» § 6. De overtredingen van de maatregelen genomen door den Minister van Financiën in uitvoering der voorschriften van artikel 93, § 4, worden gestraft met eene boete van 500 frank.

» § 7. Toutes les infractions prévues par le présent article seront poursuivies à l'initiative du Ministre des Finances, conformément aux dispositions de la loi générale du 26 août 1822. »

« ART. 93. — Les agents de l'Administration des contributions directes, douanes et accises et les agents chargés de la surveillance de la fabrication du commerce, de la vente et du débit des denrées alimentaires ont qualité pour constater en tous lieux et notamment dans les endroits énumérés dans la loi du 4 août 1890, les infractions aux prescriptions des articles 93 et 94. »

ART. 2.

Par modification à l'article premier, § 1, de la loi du 19 mai 1898, le droit d'accise sur la fabrication des glucoses au moyen de fécules, de grains ou d'autres matières similaires est fixé à 80 centimes par hectolitre de jus saccharifié et saturé, mais non filtré, à la densité d'un degré, à la température de 17 $\frac{1}{2}$ degrés du thermomètre centigrade.

ART. 3.

Est supprimé le droit spécial d'accise établi par l'article 4 de la loi du 3 août 1919 sur les sucres, les glucoses et le sucre interverti destinés à la fabrication de la bière.

Tabac.

ART. 4.

Par modification à l'article premier de la loi du 20 octobre 1919, les droits

» § 7. Al de bij dit artikel voorziene overtredingen zullen vervolgd worden op initiatief van den Minister van Financiën, overeenkomstig de bepalingen der algemeene wet van 26 Augustus 1822. »

« ART. 93. — De agenten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen en de agenten belast met het toezicht op de vervaardiging, den handel, den verkoop en den kleinverkoop van eetwaren zijn bevoegd om overal en namelijk in de plaatsen opgesomd in de wet van 4 Augustus 1890, de overtredingen van de voorschriften der artikelen 93 en 94 vast te stellen. »

ART. 2.

Met wijziging in artikel 1, § 1, der wet van 19 Mei 1898, wordt het accijnsrecht op het vervaardigen van druivensuiker door middel van zetmeel, van granen of van andere gelijkaardige stoffen vastgesteld op 80 centiem den hectoliter versuikerd en verzadigd, doch niet gefiltreerd sap, bij de dichtheid van eenen graad, bij 17 $\frac{1}{2}$ warmtegraden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 3.

Wordt afgeschaft het bij art. 4 der wet van 3 Augustus 1919 gevestigd bijzonder accijnsrecht op de suiker, de druivensuiker en de invertsuiker bestemd tot het vervaardigen van bier.

Tabak.

ART. 4.

Met wijziging in artikel 1 der wet van 20 October 1919 worden de invoer-

d'entrée sur les tabacs sont fixés comme il suit :

1° TABACS NON FABRIQUÉS.

	Par 100 kil.	
a) Écôtés	240 »	
b) Autres, y compris les côtes de tabac et les succédanés du tabac	120 »	

2° TABACS FABRIQUÉS :

a) Cigares, cigarillos et cigarettes	fr. 1,200 »
b) Tabac à fumer, à mâcher et à priser	400 »
c) Jus (extraits) ou sances de tabac (praits) purs ou mélangés	240 »

Allumettes.

ART. 5.

Les droits d'entrée sur les allumettes importées de l'étranger sont fixés comme suit :

	Par 100 kil.	
ALLUMETTES en cire, stéarine et similaires (a).	500 »	
ALLUMETTES autres (a).	250 »	

(a) Y compris le poids des boîtes, sachets, enveloppes, etc., qui renferment les allumettes.

ART. 6.

§ 1^{er}. Il est dû sur la fabrication des allumettes, quelle que soit leur matière, un droit d'accise calculé sur la base de 50 centimes par 1,000 tiges, chaque bout d'ignition étant à considérer comme allumette distincte.

1° ONBEWERKTE TABAK :

	Per 100 Kil.	
a) Ontribde tabak.	fr. 240 »	
b) Andere met inbegrip van de tabaksstelen en tabakssurrogaten	120 »	

2° BEWERKTE TABAK :

a) Sigaren, cigarillo's en sigaretten	fr. 1,200 »
b) Rook-, pruim- en snuif-tabak	400 »
c) Tabakssappen (extracten) of tabakssausen (praits) zuiver of gemengd	240 »

Lucifers.

ART. 5.

De invoerrechten op de uit den vreemde ingevoerde lucifers worden als volgt vastgesteld :

	Per 100 kilogr.	
LUCIFERS in was, in stéarine en dergelijke (a)	500 »	
LUCIFERS, andere (a)	250 »	

(a) Met inbegrip van het gewicht der doozen, zakjes, omslagen, enz., welke de lucifers bevatten.

ART. 6.

§ 1. Voor de vervaardiging der lucifers, uit welke stof ook, is een accijnsrecht verschuldigd, berekend op grond van 50 centiem de 1000 stuks, ieder gloeikopje als afzonderlijken lucifer aanzien wordend.

Décharge totale du droit d'accise est accordée en cas d'exportation des allumettes.

§ 2. Les briquets et les appareils d'allumage au silex, au naphte, à l'amadou, au ferro-cerium, etc., ne peuvent être ni exposés en vente, ni livrés à la consommation, qu'après avoir été assujettis au paiement d'une taxe spéciale de consommation de 5 francs par objet.

§ 3. Le Ministre des Finances est autorisé à prescrire les mesures nécessaires pour assurer la perception des droits établis par les §§ 1^{er} et 2, et pour régler la surveillance des fabriques et des débits.

§ 4. Toute manœuvre quelconque ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit est punie, indépendamment de la confiscation de ces produits et des ustensiles ou appareils ayant servi à leur fabrication, d'une amende de 5,000 à 50,000 francs, le tout sans préjudice du recouvrement des droits fraudés.

En cas de récidive, l'amende encourue est doublée.

§ 5. Toute contravention aux mesures prises en exécution du § 3 est punie d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

§ 6. Les dispositions générales de la loi du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du 6 mars 1846 sur les entrepôts et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit modifiée par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858, sont applicables aux fabricants d'allumettes et aux fabricants, mar-

Geheele afschrijving van het accijnsrecht wordt verleend in geval van uitvoer der lucifers.

§ 2. De vuurslagen en de aansteektoestellen met vuursteen, met naphtha, met tondel, met ferro-cerium, en dergelijke, mogen noch te koop gesteld, noch ten verbruik geleverd worden, dan nadat zij aan de betaling eener bijzondere verbruikstaxe van 5 frank per voorwerp onderworpen geweest zijn.

§ 3. De Minister van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen voor te schrijven om de inning der bij §§ 1 en 2 gevestigde rechten te verzekeren en om het toezicht op de fabrieken en slijterijen te regelen.

§ 4. Alle om 't even welke practijken, die ten doel hebben de belastbare producten aan de toepassing van het recht te onttrekken, worden gestraft, met eene boete van 5,000 tot 50,000 frank benevens de verbeurdverklaring dezer producten en der gereedschappen of toestellen, welke tot vervaardiging daarvan gediend hebben, dit alles onverminderd de invordering der gesloken rechten.

In geval van herhaling wordt de opgelopen boete verdubbeld.

§ 5. Alle overtreding van de in uitvoering van § 3 getroffen maatregelen wordt gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank.

§ 6. De algemeene bepalingen der wet van 26 Augustus 1822, die der wet van 6 April 1843 op de beteugeling van den sluikhandel, die der wet van 4 Maart 1846 op de entrepôts en die der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer, gewijzigd bij de wetten van van 3 Maart 1851 en van 1 Mei 1858, zijn toepasselijk op de lucifersfabri-

chands ou débitants de briquets ou d'appareils d'allumage.

Les agents de l'Administration des contributions directes, douanes et accises ont le droit de visiter sans assistance ni autorisation d'aucune sorte tous les locaux, y compris les dépendances, où des allumettes sont fabriquées ou emmagasinées, ainsi que les locaux où s'exercent la fabrication, le commerce ou le débit des briquets ou appareils d'allumage. Tout empêchement à l'exercice de ce droit est considéré comme refus d'exercice.

Dispositions transitoires.

ART. 7. .

§ 1^{er}. Les tabacs étrangers déclarés en consommation antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, mais qui à cette date n'ont pas encore été mis en fabrication, sont passibles d'un droit de douane supplémentaire fixé comme suit :

Par 100 kil.

a) Tabacs non fabriqués
écotés fr. 120 »

b) Tabacs non fabriqués
autres, y compris les côtes de
tabac et les succédanés du
tabac. 60 »

§ 2. Quiconque possède ou détient des tabacs auxquels s'appliquent les dispositions du § 1^{er} doit, endéans les quinze jours, en faire la déclaration détaillée, par écrit, au bureau des accises du ressort et acquitter en même temps les droits supplémentaires exigibles.

kanten en op de fabrikanten, handelaars of slijters van vuurslagen of aansteektoestellen.

De agenten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen hebben het recht, zonder bijstand, noch machtiging van welken aard ook, alle lokalen, met inbegrip der aanhoorigheden te bezoeken, waar lucifers vervaardigd of opgeslagen worden, alsmede de lokalen waar de vervaardiging, de handel of de kleinverkoop der vuurslagen of aansteektoestellen gedreven worden. Alle belemmering aan het uitoefenen van dat recht wordt als verzet tegen ambtsverrichting beschouwd.

Overgangsbepalingen.

ART. 7.

§ 1. De *buitenlandsche* tabak welke, vóór het van kracht worden dezer wet, ten verbruik aangegeven werd, maar die op dien datum nog niet in fabricatie gesteld werd, is onderworpen aan een bijkomend tolrecht, dat vastgesteld wordt als volgt :

Per 100 kil.

a) Ontribde onbewerkte tabak fr. 120 »

b) Andere onbewerkte tabak, met inbegrip van de tabaksstelen en tabakssurrogaten 60 »

§ 2. Alwie tabak bezit of in bewaring heeft waarop het bij § 1 bepaalde toepasselijk is, moet daarvan, binnen de vijftien dagen, schriftelijk omstandige aangifte doen ten kantore der accijnzen van het gebied en terzelfdertijd de invorderbare bijkomende rechten voldoen.

§ 3. Le Ministre des Finances est autorisé à prescrire les mesures nécessaires pour assurer la perception des droits supplémentaires établis par le § 1.

§ 4. Toute omission de remettre la déclaration prescrite par le § 2, toute remise d'une déclaration inexacte ou incomplète et toute manœuvre ayant pour but d'éluider les droits supplémentaires exigibles, sont punies d'une amende égale au décuple des droits supplémentaires fraudés, ce indépendamment du paiement de ces droits et de la confiscation des tabacs.

Toute infraction aux mesures prises en exécution du § 3 est punie d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

Les tabacs régulièrement déclarés comme il est stipulé au § 2, mais pour lesquels les droits supplémentaires n'auront pas été acquittés à la date prescrite seront confisqués.

Mise à exécution de la loi.

ART. 8.

Les dispositions des articles 1 à 4 et 7 de la présente loi sortiront leurs effets à partir du 1^{er} février 1923.

Le Gouvernement fixera par arrêté royal la date de la mise en vigueur des autres dispositions.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier 1923.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

§ 3. De Minister van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen voor te schrijven om de inning der bij § 1 gevestigde bijkomende rechten te verzekeren.

§ 4. Alle verzuim van de bij § 2 voorgeschreven aangifte in te dienen, alle afgifte eener onjuiste of onvolledige aangifte en alle practijken tot ontduiking der invorderbare bijkomende rechten worden gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoud der gesloken bijkomende rechten, zulks onverminderd de betaling dezer rechten en de verbeurdverklaring van de tabak.

Alle overtreding van de in uitvoering van § 3 getroffen maatregelen wordt gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank,

De tabak welke regelmatig aangegeven werd zooals bepaald bij § 2, maar waarvoor de bijkomende rechten op den voorgeschreven datum niet vereffend zijn, worden verbeurd verklaard.

Tenuitvoerlegging der wet.

ART. 8.

De bepalingen der artikel 1 tot 4 en 7 dezer wet zullen met ingang van 1 Februari 1923 in werking treden.

De Regeering zal, bij koninklijk besluit, den datum vaststellen waarop de andere bepalingen van kracht worden.

Gegeven te Brussel, den 31 Januari 1923.

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.